

NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

53 N° 3 1926

L'émancipation religieuse des Républiques hispano-américaines

A. GIEBENS

p. 208 - 217

<https://www.nrt.be/it/articoli/lemancipation-religieuse-des-republiques-hispano-americanes-3215>

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2024

L'émancipation religieuse des Républiques hispano-américaines

Le R. P. Pedro LETURIA, rédacteur de la revue espagnole *Razon y Fe* vient d'éditer une étude très intéressante sur la crise religieuse de l'Amérique espagnole pendant les guerres d'indépendance et sur le déclin du Patronage Royal de la couronne d'Espagne dans son ancien empire colonial. Nous croyons intéresser nos lecteurs en donnant un aperçu du contenu de ce volume et de l'introduction qui le précède (1).

* * *

De 1810 à 1835 l'église hispano-américaine traversa une redoutable crise due à sa séparation d'avec la couronne d'Espagne, qui de temps immémorial exerçait sur elle un droit de Patronage.

(1) Pedro LETURIA, S. J. *El ocaso del Patronato Real en la America española*. La Accion diplomatica de Bolivar ante Pio VII a la luz del archivo vaticano. Madrid, 1925, Razon y Fe, 14, plaza de S. Domingo. In-8°, 340 p., 10 pesetas.

Le catholicisme était né et s'était organisé en Amérique sous la tutelle des Rois d'Espagne. Le Patronage des Indes accordé par le Saint-Siège aux Rois catholiques avait contribué à donner à l'ancienne église américaine un caractère politico-religieux, sous certains rapports, unique dans l'histoire de l'église universelle. Evêques, chapitres, curés, ordres religieux, centres d'enseignement, missions parmi les infidèles se trouvaient être en fait presque autant de rouages du Patronage Royal. Autant et plus que le Souverain Pontife, le Roi donnait l'impulsion à cet imposant mécanisme administratif.

L'émancipation politique des républiques américaines rompit le lien qui attachait ces organismes à la personne du roi. Le déséquilibre qui s'en suivit, faillit aboutir à une irréparable catastrophe. Toute la machine se trouva disloquée ; certains rouages volèrent en éclats ; une partie du grand mécanisme s'arrêta net. Quelques groupes furent sur le point de s'ériger en confessions schismatiques.

L'esprit qui régnait dans les nouvelles « démocraties créoles » était à l'opposé des tendances absolutistes des trois siècles antérieurs. La religion catholique, inséparablement liée au régime monarchique, semblait peu compatible avec l'esprit républicain. Le danger de schisme fut d'autant plus réel que seuls les gouvernements protestants de race saxonne manifestaient quelques sympathies pour les nouvelles nations américaines.

Mais le catholicisme s'adapte sans peine à toutes les formes du pouvoir politique. Beaucoup d'églises américaines, quoique privées de leur chefs naturels, se montrèrent assez vigoureuses pour réajuster leur organisation aux conditions nouvelles, créées par l'émancipation. La foi catholique fut sauvegardée et la hiérarchie rétablie, malgré l'opposition de l'Espagne et de l'Europe. Ce retour à l'équilibre religieux, au milieu de circonstances aussi critiques, mieux que tout autre argument, prouve la profondeur de l'action catholique de l'Espagne dans ses colonies.

Il fallut des négociations longues et délicates pour obte-

nir du Saint-Siège l'abolition du Patronage Royal. Dans les tractations diplomatiques trois acteurs se montrent à l'avant-plan : l'église hispano-américaine, le gouvernement espagnol appuyé par la Sainte-Alliance et enfin le Vatican.

Le premier acteur est l'église hispano-américaine. Après la dislocation de l'empire espagnol, la crise politico-religieuse pose des problèmes différents dans chacune des républiques. On remarque cependant chez tous les gouvernements un mouvement uniforme et parallèle de rapprochement avec Rome. Partout, depuis Mexico jusqu'à Santiago de Chile, le déclin du Patronage Royal comprend deux phases principales : d'abord le Patronage cesse d'apparaître comme un privilège du Roi catholique ; ensuite, les démocraties naissantes prétendent en recueillir elles-mêmes le bénéfice. De 1820 à 1830 les nouveaux gouvernements se rapprochent, l'un après l'autre, du Saint-Siège pour obtenir du pape l'institution des évêques qu'eux-mêmes présentent. Chez tous se manifeste une même tendance politico-religieuse. La nomination directe des évêques est le vrai remède aux maux spirituels de la jeune Amérique. Par une heureuse coïncidence, cette nomination équivaut à une déclaration de caducité du pouvoir espagnol dans le Nouveau Monde. Elle implique indirectement la reconnaissance de l'indépendance des jeunes républiques et des droits patronaux qu'elles croient hériter de la couronne d'Espagne.

Le second acteur qui intervient est le *cabinet absolutiste de Madrid* appuyé par la Sainte-Alliance. Pour empêcher que l'existence politique des républiques américaines ne fût reconnue, l'Espagne s'opposa de toutes ses forces à leurs prétentions en matière de patronage religieux. Jusqu'en 1824, elle garda quelque espoir de reconquérir ses domaines d'Outre-mer ; son opposition à leur émancipation religieuse était dès lors raisonnable. Mais, après la bataille d'Ayacucho, l'opposition inflexible du roi et de ses ministres à toute concession concernant la question religieuse eut un effet contraire à celui qu'on escomptait. L'intransigeance de Ferdinand VII facilita le rapprochement entre Rome et la Colombie. Le pape passa outre aux exigences de la cour

de Madrid, les jugeant d'autant moins dignes de considération, qu'elles étaient plus manifestement contraires à la raison. Rome aurait mis moins d'empressement à accepter le point de vue américain, si les représentations espagnoles avaient été plus modérées. Au reste, l'obstination de la cour de Madrid n'était pas due uniquement à la politique personnelle de Ferdinand VII ; la Sainte-Alliance et l'empereur de Russie surtout eurent une grande influence sur l'attitude adoptée par le roi d'Espagne. La Prusse, et peut-être même l'Autriche, n'auraient pas répugné à un rapprochement avec les nouveaux états d'Amérique par voie de relations commerciales ; mais la Russie, dont l'influence dans l'Alliance continentale était prépondérante, s'y opposa de tout son pouvoir.

Le troisième acteur de ce drame fut le *Saint-Siège* ; sa situation n'était pas enviable. Le Patronage Royal avait été concédé à perpétuité et le Saint-Siège s'était engagé à n'y jamais déroger. L'interprétation qui fut donnée en fait à ce privilège par le Conseil des Indes pouvait en avoir élargi la portée. Mais la légitimité du droit de présentation aux évêchés et aux bénéfices du Nouveau Monde, qui en était la prérogative la plus appréciable, ne pouvait faire l'objet d'aucune contestation. Aussi est-ce sur ce point que portera toute la discussion entre la Sainte-Alliance et les démocraties américaines. Le droit de présentation royale découlait du Patronage sur l'église des Indes ; il avait été explicitement confirmé par le pape Jules II en 1508. Ce droit, successivement étendu aux divers diocèses créés en Amérique, fut reconnu, comme indiscutable dans son origine et dans son application séculaire, par le concordat de 1753. Peu de privilèges politico-religieux pourraient en appeler à une origine juridique aussi franche. De plus, le Saint-Siège s'en était remis habituellement à « la conscience royale » pour ce qui regardait la circonscription des diocèses et la nomination de leurs évêques, expédiant de confiance les bulles demandées par le Conseil.

La situation faite au Saint-Siège par l'émancipation des républiques américaines et par les réclamations de leurs

délégués à Rome, était donc des plus délicates. La monarchie avait acquis un droit incontestable à la gratitude du chef de l'Église ; trois siècles de fidèle collaboration avaient assuré la prospérité de l'église des Indes. A ce sentiment de gratitude, venait s'ajouter dans l'âme de Pie VII, de Léon XII et de Pie VIII un souci de justice. Tout espoir de rétablir l'ancien régime ne semblait pas perdu ; il semblait donc prématuré de rompre le lien séculaire qui unissait Rome à Madrid.

Le problème devint plus épineux encore après 1824 lorsque la victoire d'Ayacucho et la reconnaissance des républiques américaines par l'Angleterre eut rendu illusoire tout espoir de restauration. Si le pape n'avait été que le Roi de Rome, il eut pu régler son attitude sur celle de la Sainte-Alliance. Mais le Roi de Rome était en même temps le Chef de l'Église et devait, comme tel, pourvoir à tous les évêchés de l'univers. Pouvait-il laisser sans pasteurs ces régions lointaines, dévastées et épuisées par quinze années de guerre et de révolution, alors qu'elles faisaient appel à son aide. Les faveurs religieuses qu'elles imploraient, il est vrai, se doubleraient de visées politiques. Mais, en refusant de nommer les évêques, Rome courait risque de s'aliéner les démocraties américaines et de les jeter dans les bras du protestantisme. Que faire pour remédier à une pareille situation ? Emprunter la voie du Patronage Royal, en Amérique serait interprété comme une insulte. Ne pas y recourir, c'était par le fait même reconnaître les nouvelles nationalités et Madrid considérerait la démarche comme une rupture.

L'histoire fournit peu d'exemples de négociations aussi dramatiques que celui de cette lente évolution du Saint-Siège poursuivie pendant quinze années, sous les règnes de quatre Pontifes. Dans ce drame qui se joue dans la Secrétairerie du Vatican, les influences les plus diverses se mêlent et s'entrecroisent : la religion et la politique, le droit canon et l'intrigue, le trône et la démocratie, la vieille Europe et l'Amérique adolescente. Ce n'est pas une discussion sereine et réglée sur un point de doctrine ; c'est

une lutte sur le terrain pratique, palpitante, pleine de vie et riche en complications imprévues. Outre l'intérêt dramatique de la lutte, l'importance de l'enjeu nous captive. Nous sommes à un tournant de l'histoire qui décidera de l'avenir du catholicisme dans l'Amérique espagnole.

On peut distinguer cinq phases dans le rapprochement diplomatique entre le Saint-Siège et les nouvelles républiques.

Le *premier contact* eut lieu en 1813 à Fontainebleau, entre Pie VII et Palacio Fajardo, l'agent de Caracas et de Cartagène. Il n'eut d'autre résultat que de manifester le désir du pape de recevoir directement des nouvelles de ses fils d'Amérique.

L'initiative du *second rapprochement* revient à l'Argentine. Après l'échec de la mission Valentin Gomez à Paris (1820), surgit Fray Pedro el Americano ; il sera bientôt le premier représentant non-officiel de la république à Rome (1821).

Vers cette même époque, un *troisième courant* se dessine sur les rives de l'Orénoque. Le rapprochement avec Rome s'y opère en trois étapes : au nom du Vénézuéla et de la Nouvelle Grenade une correspondance officielle est engagée par Peñalver et Vergara qui éclairent le Saint-Siège sur le véritable caractère de l'émancipation (1819-20) ; la mission diplomatique dont Zea fut chargée par la Grande-Colombie échoua, par suite des intempérances de langage de ce diplomate à Paris et de ses combinaisons politiques et financières à Londres (1820-21) ; enfin la lettre de Lasso de la Vega à Pie VII (1821). Lasso fut le premier évêque républicain qui défendit l'émancipation auprès du Saint-Siège. Sa lettre, fruit du tact politique de Bolivar, amena la première communication directe du pape avec l'Amérique (1822) grâce en partie à l'antagonisme entre Rome et Madrid.

C'est à la faveur de cet antagonisme que s'ouvre une *quatrième phase*. Fray Pedro Pacheco prépare les voies pour une mission pontificale dans l'Amérique du Sud (Argentine et Chili). La mission Muzi apporte une solution ;

au moins provisoire, à la crise provoquée par le déclin du Patronage des Indes (1821-23).

Dans l'intervalle et c'est la *cinquième phase*, un mouvement de rapprochement avec Rome avait repris dans la Grande Colombie ; à cette époque elle comprenait encore le Vénézuéla et l'Équateur. Les négociations commencées par Bolivar et Mgr Lasso de la Vega sont officiellement continuées par le général Santander. Malheureusement, D. Ignacio Tejada, qui pendant de longues années représentera Bolivar et Bogota auprès du pape, arriva à Rome à la fin de 1823, c'est-à-dire tout juste au moment de la réaction absolutiste de l'Espagne et du Continent. Pendant toute l'année 1824, le nouveau pape, Léon XII, ne peut que manifester son désir d'entente avec l'Amérique, en attendant que le calme se rétablisse en Europe. Les États-Unis et l'Angleterre, les deux seules puissances qui appuient l'émancipation, ne peuvent et ne veulent pas intervenir à Rome. Et déjà on entrevoit pour l'avenir une possibilité de médiation française.

Malgré la succession de ces diverses phases, un courant domine et donne à toute cette période une véritable unité : c'est l'activité politico-religieuse de la Grande Colombie. L'initiateur, l'âme du courant colombien, c'est le Liberator Bolivar.

* * *

Espérons que le P. Leturia ne tardera pas trop à continuer l'œuvre historique qu'il a si magistralement commencée ; il nous doit la suite de cette histoire captivante et nous dira sans doute les phases de l'évolution religieuse des républiques hispano-américaines depuis leur émancipation jusqu'à l'heure actuelle.

Nous assisterons ainsi au réveil des sympathies réciproques entre l'Espagne et ses anciennes colonies. L'union rompue, il y a un siècle, sur le terrain politique, se reforme lentement après 1880 sur la base de la race et de la religion commune. Aujourd'hui, des deux côtés de l'Atlantique, le mouvement hispano-américain progresse rapidement. Il

tend à rejoindre les membres de l'ancien empire espagnol en une sorte de confédération cimentée par la commune culture ; il établit entre l'Espagne et l'Amérique espagnole une communion intellectuelle, scientifique et littéraire qui vient s'ajouter à la communauté de race, de langue et de religion. Ce rapprochement s'opère dans la pratique par de nombreux congrès, par l'échange de professeurs et par une abondante littérature hispano-américaine.

L'animosité de l'Amérique vis-à-vis de l'Espagne a depuis longtemps disparu et les espagnols d'Amérique se considèrent derechef un peu comme les sujets du roi d'Espagne. L'Espagne, non plus n'a pas gardé rancune ; elle a ratifié l'émancipation de ses colonies. Le successeur actuel de Ferdinand VII a retrouvé quelque chose de l'ancien patronage religieux perdu il y a un siècle, par ses prédécesseurs. Alphonse XIII s'intéresse aux églises d'Amérique, non plus pour réclamer sur elles un droit de regard, mais pour mettre à leur service son influence royale.

Quelques faits récents permettront de saisir sur le vif le changement qui s'est produit depuis un siècle, tant en Espagne qu'en Amérique.

En 1923, l'archevêque de Burgos, le cardinal Benlloch est envoyé en mission officielle au Chili par le gouvernement espagnol. Durant tout son voyage à travers l'Argentine, le Chili et le Pérou il est acclamé comme s'il était le primat de l'Amérique du Sud.

Cette même année 1923, au mois de novembre, le roi d'Espagne visite Rome, et y montre à diverses reprises, qu'il se considère un peu comme le souverain de l'Amérique espagnole. Dans la ville éternelle, reçu à la *Academia Real de España* de San Pedro in Montorio, il exprime le désir de la voir transformée en *Academia Real hispano-americana* afin que les jeunes artistes de l'Amérique espagnole puissent profiter plus aisément des enseignements artistiques de la ville sainte. Il se fait recevoir au *Colegio Pio Latino*, un séminaire où les jeunes clercs de l'Amérique espagnole se préparent au sacerdoce. Le supérieur de la maison, un italien, n'en crut pas ses oreilles lorsque ces américains,

spontanément, lui suggérèrent l'idée d'inviter le roi d'Espagne. A son grand étonnement, cette visite fut, après la réception par le Sacré Collège, le fait le plus remarqué du voyage royal. Ce fut un enthousiasme délirant qui surprit les méridionaux d'Europe, italiens et espagnols, qui en furent témoins. Devant ces jeunes candidats du clergé américain, le roi Alphonse XIII exprima le désir de voir modifier la collecte « pro rege » que tout prêtre en Espagne récite chaque jour pour le roi, pour sa famille, son armée et son pays. Il désira que la portée de cette collecte fut élargie au point de devenir une prière commune pour toute la grande famille espagnole, ne voulant pas que les grâces qu'elle implore du ciel restassent circonscrites au roi d'Espagne et à son royaume politique. Au Vatican, Alphonse XIII parla encore comme chef de la race et plaida auprès du pape la cause des catholiques américains de race espagnole ; il sollicita en leur faveur la création de nouveaux cardinaux. Les catholiques de l'Amérique espagnole, bien que plus nombreux que ceux des États-Unis, ne possèdent aucun cardinal. Dans la pensée du roi il faudrait un cardinal au Mexique et un autre en Argentine.

En 1925 Madrid érigea une statue au Libertador Bolivar et, par ce geste, la Mère-Patrie glorifia la mémoire du général qui lui enleva ses territoires d'Outre-mer ; façon chevaleresque de célébrer le centenaire de la perte de ses colonies, geste plein d'élévation et de noblesse qui, mieux que tout le reste, proclame que l'union des nations de race espagnole subsiste, profonde et indestructible, malgré leur séparation politique.

* * *

Notons en terminant que l'élément religieux a joué un rôle très important dans l'émancipation des colonies espagnoles et qu'il est impossible de tracer fidèlement leur histoire politique si on néglige leur évolution religieuse. L'ouvrage du P. Leturia prouve combien fausse est la thèse de certains historiens contemporains qui veulent voir dans l'émancipation des républiques américaines un fruit

de la révolution française et, qui volontiers découvrent chez les organisateurs du mouvement des mobiles antireligieux. Les descendants des anciens colons espagnols et leurs chefs restèrent toujours fidèlement attachés à l'Église romaine.

A. GIEBENS, S. J.